

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6.017 RAB

Réseau S.O

(Service *comp/agent*)

Allocation de retraite unique

OBJET DE LA CONSULTATION

*d' le gal demande si sa femme a bien droit à l'allocation
S.U. / commune rattachée et s'il y a lieu de verser la somme
pour la telle mise de l'argent).*

Références :

Observations :

D^{re} N° 6.017 RAB Aff. : *Allocation de retraite unique*

2 Avril 42

SJ

6017 Rab

Monsieur Jean le GAL

4, Rue des Wallons* -PARIS (XIII^e)

Comme suite à votre lettre du 21 mars dernier, je vous informe que, comme vous habitez Paris, vous pourrez obtenir le renseignement demandé en venant 45, rue St-Lazare, au Contentieux, où fonctionne un service de consultations verbales destiné au personnel.

Les bureaux sont ouverts tous les jours de 8 h. à 12 h. et de 13 h.45 à 18 h.30 les dimanches et samedis après-midi exceptés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

S.T 6017 Rob

M^r Jean Le Gal
4 rue de Wallonie
Paris 13^e

Comme suite à votre lettre du 21 mars
concernant, je vous informe que, comme
vous habitez Paris, vous pourrez obtenir le
renseignement ~~devenez~~ en venant
~~au service du tout entier~~ 45, rue
de la Chapelle +

Les bureaux sont ouverts tous les
jours de 9 h à 12 h et de 13 h 45 à
18 h 30 les ^{dimanches et} ~~jours~~ après un délai de 48 heures.

+

au Contentieux, où fonctionnera
un service de consultations
verbales destiné au personnel.

Le chef du Contentieux

Paris le 21 Mars 1942

55

1



Monsieur le Chef du Contentieux,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute compétence un conseil au sujet des allocations familiales auxquelles je crois pouvoir prétendre vu ma situation particulière.

Ma femme a pris en juillet 1939 la suite d'un commerce tenu précédemment par sa mère.

Ce commerce situé sur la côte est saisonnier de juillet à septembre (articles de plage), en temps normal ma femme ne travaille donc que trois mois par an et est au foyer avec ses deux enfants 7 et 9 ans le reste de l'année.

Depuis Octobre dernier du fait de l'interdiction par les Allemands, de se rendre sur les côtes, craignant la réquisition du local ce commerce est resté ouvert et est exploité bénévolement par la mère de ma femme ; les revenus nous sont donc remis intégralement, pour l'année dernière ceux-ci étaient de 8.700⁺ cette année le chiffre est sensiblement le même.

M. Rabain
examiné & ne peut

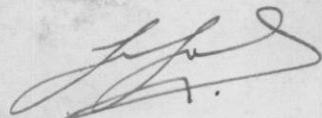
26.3.42

641.66

Du fait de la disparition de la saison et ma femme
ne pouvant plus exploiter elle-même son commerce
je me suis vu en droit en Novembre dernier de
refaire une déclaration pour l'obtention de l'allocation
prévue pour la femme au foyer; je pensais
avoir des explications à fournir, à mon grand
étonnement mon Service m'a remis ces jours
derniers un "bon à payer" de 1.930^f comme rappel.

Ne désirant pas être inquiété par la suite,
je vous suis très reconnaissant de bien vouloir
faire examiner mon cas particulier et de me
faire savoir si je suis dans mon droit.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du Contentieux
l'expression de mes sentiments très respectueux.



M. Legal Jean - destinataire projeté

Subdivision des Etudes - Division du Matériel - Région Sud-Ouest

domicilié à Paris 4, rue des Wallons 13^e A^t

EPERNAY

2-35

EPERNAY

EPERNAY

2-11/2-35



Monsieur
Le chef du Contentieux

Région Est : S. N. E. F.

88 Rue S^t Litzare

(Paris)